

Folofolo

Revue des sciences humaines et des civilisations africaines

N° Décembre 2020

Tome 2

ISSN 2518-8143



FOLOFOLO
Revue des sciences humaines et des
civilisations africaines

Décembre 2020

Tome 2

[http://www. http://folofolo.univ-ao.edu.ci](http://www.folofolo.univ-ao.edu.ci)

Administration et Rédaction

Directeur de publication BAMBA Mamadou

Rédacteur en chef KAMARA Adama

Rédacteur en chef adjoint KONE Kpassigué Gilbert

Webmaster ALLABA Djama Ignace

Chargé de diffusion et de marketing ALLABA Djama Ignace

Trésorière KOUADIO Affoué Sylvie

Comité scientifique

ALLOU Kouamé René, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny

Sékou BAMBA, Directeur de recherches, Université Félix Houphouët-Boigny/IHAAA

OUATTARA Tiona, Directeur de recherches, Université Félix Houphouët-Boigny/IHAAA

OSSEYNOU Faye, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop

LATTE Egue Jean Michel, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

KOUAKOU Antoine, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

GUIBLEHON Bony, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

ASSI Kaudjis Joseph Pierre, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

Marie MIRAN, Maître de conférences, EHESS/IMAF Paris

GBODJE Sékré Alphonse, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

CAMARA Moritié, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

COULIBALY Amara, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

KOUASSI Kouakou Siméon, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny

BATCHANA Essohanam, Maître de conférences, Université de Lomé

N'SONSSISA Auguste, Maître de conférences, Université Marien N'gouabi de Brazzaville

N'GUESSAN Mahomed Boubacar, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny

BEKOIN Tano Raphaél Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

Comité de lecture

KOUAKOU Antoine

BATCHANA Essohanam

CISS Ismaila

VEI Kpan Noël

GOMA-THETHET Joachim Emmanuel

N'SONSSISA Auguste

CAMARA Moritié

FAYE Osseynou

IDRISSA Bâ

BAMBA Mamadou

SARR Nissire Mouhamadou

GOMGNIMBOU Moustapha

DEDOMON Claude

DEDE Jean Charles

BAMBA Aboulaye

DIPO Ilaboti

EDITORIAL

Prétendre écrire l'histoire de la civilisation africaine peut paraître une gageure.

En effet, des faits restent peu connus, et l'exploration intellectuelle et scientifique de l'Afrique n'est pas toujours chose aisée.

Le chercheur doit recueillir, classer et critiquer les sources écrites et orales de même qu'une documentation abondante pour aboutir à la vérité scientifique.

Il est pourtant nécessaire de réanimer à travers des écrits originaux la réalité substantielle de la civilisation africaine de l'époque antique à la période contemporaine en passant par les périodes médiévales et modernes.

C'est à cette tâche que s'est consacré ce numéro de la revue "FoloFolo".

Les propositions de sujets et les diverses approches scientifiques dans une entière liberté d'expression se sont avérées enrichissantes.

Ce numéro de décembre 2020 explore la science dans sa diversité.

Le résultat recherché est de connaître l'Afrique et ses civilisations dans sa profondeur et bien sûr avec ses joies et ses peines, mais aussi et surtout de proposer des pistes pour un développement durable de ce continent.

La pluralité des articles, l'originalité des problématiques et la diversité des sujets autorisent à penser que ce numéro sera accueilli à sa juste valeur par les universitaires.

Bamba Mamadou

TABLE DES MATIERES

Issa DIALLO / Adama KONE / Amadou TRAORE: Covid-19 à Bamako : Mythe ou réalité ? Analyse de la perception des populations	7–19
Adama KABORE: Migrations et sécurisation des terres dans l'espace Kroumen (1963-1999)	20–38
DOSSO FATOU / SAVADOGO MATHIAS: L'offensive turque en Afrique : le cas de la Côte d'Ivoire (2010-2016)	39–57
Hervé Landry COULIBALY: La pléthore de partis politiques au Burkina Faso de 1991 à 2017 : causes et impacts	58–73
Noël Okobé DATRO / Marc ATTOH: Les mercenaires libériens et la crise militaro-politique en cote d'ivoire : 2002-2003	74–93
René ELOUNDOU MBASSI : L'Aperçu historique de la gestion des femmes militaires dans l'armée camerounaise : 1984-2015	94–117
FOFANA Lacina / Foussata Dagnogo / Djibril Konaté : L'impact de la migration sur le cadres de vie des populations dans le périmètre minier de tongon, au nord de la côte d'Ivoire	118-132
Ardjouma TUO : Communication du risque face à l'utilisation du gaz butane par les taxis communaux de Bouaké (Côte d'Ivoire)	133-146
Dangnisso BAWA: Extraction des argiles sur le talus de la route Adéta-Danyi N'Digbé et risques de mouvements de masse	147-159
SORO Nahoua Adama / SILUE Donakpo / DIABATE Songui: Le problème d'éducation et la formation des populations agricoles de dongouine face aux risques de maladies hydriques liées à leurs activités	160-170

KOUAMÉ Jean Luc Kouassiblé / N'GUESSAN Mahomed Boubacard: "Les fondations politiques" : des instruments diplomatiques allemands méconnus en Afrique occidentale (1960 à aujourd'hui)	171-187
Dimitri OVENANGA-KOUMOU: Inachèvement de l'homme et liberté chez Kant	188-199
Mahamoudou OUBDA: l'islam dans le regard chrétien (631-2019)	200-220
Fatou DIOP/ Cheikh Ibrahima NIANG / Sara Danièle DIENG / El Hadji Papa Abdourahim SY: L'accompagnement psychosocial des personnes vivant avec l'hypertension et ses complications à Dakar	221-238
Koffi Amouzou SOSSOU: La gestion des plantations agricoles du sud-ouest Togo (1914–1920)	239-252
Mathata Mireille Pulchérie-Laure OUATTARA: Les <i>dyulamoussou</i> : une classe de femmes d'affaires à Kong (XVIIIe-XIXe siècles)	253-267
ASSI Amon Jean-Paul: Les Sénégalais et l'islamisation de la Côte d'Ivoire méridionale (1893-1956)	268-289
ODY Marcel Arnoux / KOUADIO Guessan: Les syndicats guinéens et le régime du président Lansana Conté (1990-2008)	290-306
YAO Koffi Léon: La caisse de stabilisation et de péréquation de Côte d'Ivoire : des origines à la dissolution (1954- 1999)	307-316
Ichaka CAMARA: Grands axes de la lutte contre la corruption au Mali de l'indépendance à Mars 2012	317-334
Ehouman Dibié Besmez SENY / Mamadou DELY: La condition de la croyance en des divinités des contes en Afrique en mutation	335-347
Abdoulaye KONÉ: Sanoussi Diaby et la diffusion du <i>Hamallisme</i> à Daloa de 1930 à 1977	348-360

LE PROBLEME D'ÉDUCATION ET LA FORMATION DES POPULATIONS AGRICOLES DE DONGOUINE FACE AUX RISQUES DE MALADIES HYDRIQUES LIÉES À LEURS ACTIVITÉS

SORO Nahoua Adama : Chercheur au Centre Ivoirien de Recherches Économiques et Sociales (CIRES) /
Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

SILUE Donakpo : Sociologie / Université Peleforo Gon Coulibaly, Korhogo, Côte d'Ivoire

DIABATE Songui: Chercheur au Centre Ivoirien de Recherches Économiques et Sociales (CIRES) /
Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Correspondant : e-mail : soronad2016@gmail.com (+225 08025335 / +225 04113350)

RÉSUMÉ : cette étude est partie de deux observations : la première concerne les risques de maladies hydriques liées à l'activité agricole de la population de Dongouiné. La seconde porte sur le niveau d'éducation et de formation agricole de cette population. L'une dans l'autre, ces deux observations conduisent à la problématique majeure de l'éducation et de la formation de la population agricole face aux risques de maladies hydriques liées à leurs activités. A partir d'une étude qualitative menée à l'aide de guide d'entretien, de l'analyse documentaire et de l'observation directe, l'analyse des données expose l'absence d'encadrement de la population agricole de Dongouiné. Dans la pratique, certaines personnes atteintes de schistosomiase et de géohelminthiase justifient leur état de santé par le caractère laborieux de leurs activités. D'autres par contre assimilent le plus souvent ces maladies hydriques à des sorts. Ce qui traduit l'ignorance de cette population et interpelle les autorités gouvernementales sur la nécessité un encadrement adéquat qui rythme avec la santé.

Mots clés : éducation et formation - population agricole - risque - maladies hydriques - activités.

ABSTRACT : this study is based on two observations : the first concerns the risks of hydric diseases related to agricultural activity in the Population of Dongouiné. The second is the level of education and agricultural training of this population. Together, these two observations lead to the major problem of education and training of the agricultural population in the face of the risks of waterborne diseases related to their activities. Based on a qualitative study conducted using maintenance guides, documentary analysis and direct observation, the analysis of the data exposes the lack of supervision of the agricultural population of Dongouiné. In practice, some people with schistosomiasis and geohelminthiasis justify their health by the laborious nature of their activities. Others, on the other hand, most often equate these waterborne diseases with spells. This reflects the ignorance of this population and challenges the government authorities on the need for adequate supervision that paces with health.

Keywords : education and training - agricultural population - risk - water-borne diseases - activities.

INTRODUCTION

Depuis l'indépendance de la Côte d'Ivoire en 1960, ses dirigeants font la promotion de l'agriculture à travers le slogan : « *le succès de ce pays repose sur l'agriculture* ». Dès lors, la production agricole constitue pour ce pays un objectif prioritaire dont la réalisation permettrait d'orienter son développement dans son ensemble. En réalité, l'agriculture est le seul secteur à produire de l'alimentation. Pour survivre, l'humanité peut se passer d'acier, de charbon ou d'électricité, mais pas de nourriture. Il existe des produits de remplacement pour la plupart des articles manufacturés, mais non pour l'alimentation. C'est pourquoi, tout pays doit (et même bien) assurer lui-même sa production alimentaire ou par défaut, l'importer. (Soro, 2016 : 193-194). Dans le monde, l'agriculture est le secteur qui emploie plus de 40% de la population active. Elle participe au développement socio-économique des populations. En Afrique et en Asie, elle est pratiquée par plus de 52 % de leur population active (MOMAGRI, 2016, P5 ; Yarou B. et al, 2017, P290). Cependant, dans l'exercice de leurs activités, les agriculteurs doivent avoir une certaine connaissance des pratiques de l'agriculture en liaison avec leur propre santé. Surtout qu'en théorie, santé et éducation sont intimement liées, la santé peut notablement affecter l'éducation et l'éducation peut fortement affecter la santé (Calas, 2013, P18).

Ainsi, l'éducation et la formation trouvent l'essentiel de leur valeur dans un environnement socio-économique en voie de modernisation ; notamment qu'elles augmentent les connaissances de l'homme sur sa santé et sur ses capacités d'adaptation à une modification de son environnement. Il importe de reconnaître que la valeur des services sanitaires, en tant qu'activité de développement, augmente la production nationale. En réalité, le maintien d'un bon état de santé représente l'objectif primordial de l'homme en tant que tel, qui ne cesse de rappeler à chaque occasion que « *la santé est avant tout* ». La santé élargit les potentialités humaines de toutes sortes et constitue, à bon droit, une exigence fondamentale de l'homme. Chacun tire un bénéfice immédiat d'une meilleure santé, et l'élévation de l'état sanitaire des jeunes se traduira, à l'avenir, par une population plus saine et donc plus active. Ainsi, la formation et les services sanitaires se conjuguent pour augmenter la qualité, tant immédiate que future du capital humain (Selma, 1962 : 70). Au niveau sanitaire, l'OMS estime à plusieurs centaines de millions de personnes infectées par la schistosomiase dans le monde (OMS, 2014c). Pour ce qui est des géohelminthiases, environ 1 milliard et 1/2 de personnes, soit près de 24% de la population mondiale, sont atteintes d'une géohelminthiase (OMS, 2014a ; 2015a).

On estime entre 800 et 900 millions d'enfants infectés dans le monde par ces vers intestinaux (géohelminthiases). La majorité de ces enfants vit en Asie et en Afrique (David, 2016 :7).

Par ailleurs, la bilharziose, aussi appelée schistosomiase, est une maladie parasitaire plus répandue dans les pays en voie de développement. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) estimait en 2018 qu'au moins 229 millions de personnes avaient besoin d'un traitement préventif contre la schistosomiase, alors que le nombre des personnes traitées était de 97,2 millions. C'est la seconde endémie parasitaire mondiale après le paludisme avec une prévalence de 180 millions d'individus affectés, pour environ 280 000 décès chaque année.

En Côte d'Ivoire, la bilharziose est largement répandue dans le pays. On note par exemple dans cinq villages autour du barrage hydroélectrique de Kossou un taux de 43,1% de cas positifs sur le total des individus examinés (N'Goran *et al.*, 1997 : 543). Selon une autre étude menée dans le pays par N'Goran et collaborateurs, la schistosomiase urinaire à *Schistosoma haematobium*, est présente sur l'ensemble du territoire, avec des prévalences pouvant atteindre 88% et 94 % avec de très fortes variations locales (N'Goran *et al.*, 2001 :820). Conscient de cette réalité, le ministère de la Santé publique a créé par arrêté ministériel n° 427/M.S. P/CAB du 2 novembre 1994 un programme de santé prenant en compte la lutte contre cette affection ; Il s'agit du Programme National de Lutte contre l'Onchocercose, la Trypanosomiase Humaine Africaine et la Dracunculose. Deux ans plus tard l'arrêté n° 560/M.S. P/CAB du 4 novembre 1996, modifie celui de 1994 en créant le Programme National de Lutte contre l'Onchocercose, la Trypanosomiase humaine africaine, la Bilharziose et la Filariose lymphatique (PNLOTBF). Ce dernier programme a connu une modification portant création de l'actuel programme : le Programme National de Lutte contre la Schistosomiase, les géohelminthiases et la Filariose lymphatique (PNLSGF). Ce programme, sur toute l'étendue du territoire ivoirien, a en charge la lutte contre ces maladies hydriques qui semblent être méconnues des populations (agricoles).

C'est dans cette logique que Gary Becker développe la théorie du capital humain qui fait de la connaissance accumulée et de la santé des investissements comme les autres. Il s'intéressera surtout à l'éducation et à la connaissance dont les implications économiques sont plus riches. Dans son ouvrage *Human Capital*, l'économiste américain G. Becker, définit le capital humain comme "l'ensemble des capacités productives qu'un individu acquiert par accumulation de connaissances générales ou spécifiques, de savoir-faire, etc.". (Stéphanie, 2009 : 1). L'individu fait donc un arbitrage entre travailler et suivre une formation qui lui permettra de percevoir des revenus futurs plus élevés qu'aujourd'hui. Le maintien en état de

son capital physique (santé, nourriture, etc.) est également pris en compte. L'individu optimise ses capacités en évitant qu'elles ne se déprécient trop du fait de la dévalorisation de ses connaissances générales et spécifiques ou de la dégradation de sa santé physique et morale. Il doit faire en sorte de maintenir un certain équilibre qui préserve la santé par l'accumulation des connaissances. Ceci n'étant pas le cas des populations agricoles de dongouiné, a nécessité cette étude qui met en rapport le niveau de connaissance de ces populations et leurs risques de contraction des maladies hydriques.

I- MATRIELS ET METHODES

Cette étude s'est déroulée dans le mois de juillet 2020 à Dongouiné, village situé dans le district sanitaire de Danané à l'ouest de la Côte d'Ivoire. Ce site a été choisi contre tenu de sa forte endémicité des affections parasitaires hydriques, dont la prévalence est comprise entre 10% et 50% des populations scolaires testées. Dans cette étude essentiellement qualitative, les techniques d'échantillonnage utilisées sont l'échantillon par choix raisonné et l'échantillon sur place. Le choix raisonné est cette technique utilisée pour le choix des sujets présentant des caractéristiques typiques. C'est ainsi qu'on a pu faire le choix raisonné de quinze (15) agriculteurs exerçant dans les basfonds. Quant à l'échantillon sur place, il a consisté à interroger treize (16) personnes (dont sept (7) hommes et neuf (9) femmes) trouvées (sur place) à la tâche dans des bas-fonds et qui ont accepté de répondre à nos questions. Au total, trente et une (31) personnes ont été interrogées. La collecte des données a été réalisée à l'aide de guides d'entretien et d'une grille d'observation. Le guide d'entretien nous a permis d'aborder le niveau d'éducation et de formation des personnes enquêtées, au regard des risques de maladies hydriques liées à leurs activités agricoles. Quant à la grille d'observation, elle a aidé à situer les différentes responsabilités des acteurs.

II- RÉSULTATS

II-1 Caractéristiques de la population agricole

Les caractéristiques sociodémographiques des enquêtés révèlent que les Yacouba constituent l'ethnie la plus dominante. Sur les trente et une (31) personnes interviewées, seulement trois (3) d'entre elles (Kouamé Konan, Diarrassouba Bakary et Hien Kompote) sont d'ethnie différente. Aussi l'observation directe a-t-elle permis de distinguer parmi ces

personnes ressources, neuf (9) femmes et vingt-deux (22) hommes. Par ailleurs, dans cette population agricole, il faut souligner qu'une minorité de dix (10) jeunes appartenant à la tranche d'âge de 20 à 34 ans rivalise avec une majorité de vingt et un (21) adultes dont l'âge varie entre 35 et 62 ans. Toutefois l'acquisition des parcelles exploitées est héréditaire dans la plupart des cas suivant les propos de Goh Gueu Lambert (60 ans) : « *Ce basfond que je cultive est un héritage pour ma famille. Moi-même j'ai hérité et ce sera la même chose pour mes enfants quand je ne serai plus de ce monde* ». Cette généralité n'exclut pas la particularité, en ce sens que certains propriétaires louent certaines parcelles à des allogènes comme le témoigne si bien Hien Kompote (44 ans) : « *Quand je suis arrivé ici dans ce village, j'ai été voir le chef du village qui m'a orienté vers un propriétaire terrien. Après avoir rencontré ce dernier, j'ai reçu un avis favorable mais avec des conditions. Cela fait maintenant cinq (5) ans que j'exploite cette parcelle sans aucun problème parce que j'ai toujours respecté les conditions de contrat du propriétaire* ».

Sur les trente et une (31) personnes enquêtées, seulement huit (8) ont un niveau primaire dont trois (3) femmes. Ce qui est révélateur de la faiblesse du taux de scolarisation des années antérieures dans cette zone. De plus ces agriculteurs n'ont reçu aucune sensibilisation et /ou formation initiale sur les divers aspects de leur activité. Il s'agit entre autres des précautions à prendre face aux risques sanitaires liés aux sites d'exploitation, des techniques culturales et surtout de l'utilisation des produits tels que les pesticides.

II-2 Caractéristiques des pratiques agricoles liées à l'eau

Dans cette zone agricole et montagnaise, on pratique bien la culture sur les montagnes. Cependant, dans l'objectif de couvrir les besoins alimentaires des populations, les agriculteurs pratiquent aussi les cultures irriguées. À Dongouiné, il s'agit principalement de la culture du riz et du maraîchage, qui se font en bordure des quatre (4) sources d'eau naturelle du village. D'après les propos recueillis de Tieu Douan (55 ans) « *les sources d'eau que nous utilisons ici pour nos cultures sont le « Doumihi », le « Yêhi », le « Deuhi » et le « Clôho ».* En plus des cultures, nous utilisons ces sources d'eau pour la boisson et la pêche ». Si par la boisson et la pêche les populations de Dongouiné s'exposent aux maladies hydriques, au niveau de la pratique des activités agricoles, les risques de celles-ci se découvrent à travers le labourage des basfonds, les semis ou les repiquages de plants, le désherbage et les récoltes au cours desquels les agriculteurs passent plusieurs heures sans aucune protection dans l'eau et/ou la boue à haut risque de maladies hydriques. Surtout que dans ce village, quand les

populations font leurs besoins (défécation...) dans la nature, il suffit de la première pluie pour tout retrouver dans ces différentes rivières.



Figure1 : culture de riz et risques sanitaires source Dr Silué et Dr SORO

II-3 Caractéristiques des maladies hydriques

Les vers intestinaux appelés géohelminthiases et la bilharziose appelée schistosomiase sont des maladies parasitaires à transmission hydrique qui se contractent selon l'usage de l'eau contaminée. Il peut s'agir des activités agricoles, de la pêche, de la baignade ou toute forme à usage domestique (comme on peut l'apercevoir sur la représentation suivante).



[https://www.bing.com/images/search ?](https://www.bing.com/images/search?)

Les géohelminthiases comptent parmi les infections les plus courantes dans le monde et touchent les communautés les plus pauvres et les plus défavorisées. Elles se transmettent par des œufs présents dans les excréments humains, qui contaminent les sols là où les conditions d'assainissement sont insuffisantes.

Les principales espèces responsables de la maladie chez l'homme sont le ver rond (*Ascaris lumbricoides*), le trichocéphale (*Trichuris trichiura*) et les ankylostomes (*Necator americanus* et *Ancylostoma duodenale*). Les géohelminthiases dues à ces différentes espèces sont généralement regroupées dans une même catégorie, car elles sont diagnostiquées de manière similaire et répondent aux mêmes médicaments. Selon l'OMS, les géohelminthiases sont largement répandues dans les régions tropicales et subtropicales, le plus grand nombre de cas étant observé en Afrique subsaharienne, dans les Amériques, en Chine et en Asie orientale.

Il en est de même pour la bilharziose ou schistosomiase qui est aussi une maladie parasitaire due à un ver hématophage appelé schistosome. Cette maladie qui se veut la seconde endémie parasitaire mondiale après le paludisme est précisément présente dans les zones tropicales et subtropicales : en Afrique, en Amérique, en Asie et dans le bassin méditerranéen, comme l'indique le graphique suivant.



<https://www.bing.com/images/search?>

II-4 Comportements de la population agricole au regard des maladies hydriques

À travers le comportement des agriculteurs de Dongouiné, on se rend bien compte de l'absence de sensibilisation et d'encadrement agricole dans cette zone. Dans laquelle zone d'étude, les populations agricoles, généralement analphabètes, semblent ignorer tous les risques de maladies hydriques liées à leur activité. C'est le cas de dame Kapiou Guei Hélène (47 ans), pour qui « *Avec ce travail dur que nous faisons, c'est normal que nous tombions souvent malades. J'ai souvent mal aux pieds et je ressens des douleurs au niveau des nerfs et de la hanche. Je vais me faire traiter à l'hôpital. Mais ce qui me paraît bizarre, c'est que cela m'arrive chaque année et pratiquement à la même période. Pour moi, ça doit être un sort qu'on m'a lancé.* ». Ce verbatim expose bien l'ignorance de cette femme qui impute l'origine de ses problèmes de santé au caractère (pénible) du travail et à certaines pratiques occultes africaines. C'est dans cette même veine d'idées qu'intervient Kouya Gueu (37 ans) pour dire qu'« *On est entre nous les noirs, on se connaît. Quand tu récoltes, mieux que tes voisins, ils sont jaloux. Ils sont capables de te rendre malade ; si non, travailler dans l'eau ou dans la boue des basfonds est différent de l'eau sale qu'on boit et qui peut rendre malade* ». Voilà encore un autre agriculteur qui pense que les maladies hydriques se contractent uniquement

par la voie buccale (ou orale). Les agriculteurs de Dongouiné ont donc besoin de sensibilisation et d'encadrement pour savoir que les vers intestinaux appelés géohelminthiases et la bilharziose appelée schistosomiase sont des maladies parasitaires à transmission hydrique qui se contractent selon l'usage de l'eau contaminée. Il peut s'agir de sa boisson ou par simple contact. Aussi doivent-ils maîtriser et pratiquer les mesures de préventions et/ou de protection, car, à la question de savoir si les agriculteurs peuvent se protéger dans l'exercice de leur activité, Bleu Bahi (32 ans) exprime son ignorance totale en répondant qu'« *Il est difficile pour nous de porter des chaussures comme des bottes qui vont nous retarder dans le travail de basfonds. Depuis l'enfance, on travaille de cette façon, surtout que le travail de basfonds présente moins de risques de piqûres ou de morsures que le travail de brousse* ».

III- DISCUSSION

Les résultats de cette étude sur la problématique de l'éducation et de la formation des populations agricoles de Dongouiné face aux risques de maladies hydriques, se résument en deux points essentiels : d'une part, l'absence d'éducation et de formation agricole qui traduit l'ignorance des agriculteurs et d'autre part, leurs pratiques à risque de contraction des maladies hydriques.

Concernant la contraction des maladies hydriques, les données de l'étude font découvrir une population agricole de Dongouiné totalement exposée dans l'exercice de leur activité. Ignorante de toute forme de mesures barrières, cette population qui travaille à longueur de journée dans les eaux usées, s'expose concomitamment à la contraction des maladies hydriques. Une étude réalisée en Côte d'Ivoire par l'équipe du Professeur Yoro confirme bien cela. Selon les résultats de cette étude, « *en ce qui concerne les eaux usées, le contact prolongé de ces eaux apporte notamment le choléra, la typhoïde, la polio, l'hépatite A et E (par ingestion d'eau ou d'aliments contaminés), la schistosomiase et la diarrhée* » (Yoro B. et al, 2016 : P12).

Pour ce qui est du volet de l'éducation et de la formation agricole, nous avons trouvé une population agricole livrée à elle-même sans orientation. Ce qui justifie leur ignorance des formes de bonne pratique culturale qui tiennent compte de la santé. En réalité, pour que cette population change de comportement, il lui faut une prise de conscience qui passe nécessairement par une sensibilisation et un encadrement agricole approprié. Dès lors, dans l'exercice de leurs activités, il faut exhorter les agriculteurs à une certaine connaissance des

pratiques de l'agriculture en liaison avec leur propre santé. Surtout qu'en théorie, santé et éducation sont intimement liées, la santé peut notablement affecter l'éducation et l'éducation peut fortement affecter la santé (Calas, 2013, P18).

CONCLUSION

Cette contribution à la production des ressources humaines sûres et favorables au développement socio-économique témoigne bien de l'importance de l'éducation et de la formation. À l'analyse des données de cette étude, on se rend bien compte que c'est l'absence d'éducation et de formation qui expose la population agricole de Dongouiné aux maladies hydriques. Il convient alors de reconnaître aujourd'hui que le bien-être des populations qui conduit au développement d'un pays repose sur l'éducation et la formation. Dès lors, « l'éducation et la formation retrouvent toute valeur, tant il est vrai que pour savoir utiliser correctement un produit, une machine, bref une invention, il faut pouvoir en lire le mode d'emploi (Soro,2016 :194). On entend le plus souvent dire que « la santé est avant tout » mais, avant tout n'oublions pas d'éduquer et de former nos populations sur la santé.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- David A., 2016, « Lutte contre les géohelminthiases chez les enfants. », in Revue de santé oculaire communautaire, N° 14, Volume 12, 2016.
- MOMAGRI, 2016, « Les agriculteurs au cœur d'une guerre économique ? ». L'analyse et la stratégie proposées par Momagri pour la PAC. Débat SYRPA 14 septembre 2016, 5p.
- N'GORAN E. K. et al, 1997, « Change in Human schistosomiasis levels after the construction of two large hydroelectric dams in central Cote d'Ivoire ». Bulletin of the World Health Organization, 75, pp. 541-545.
- N'GORAN E. K. et al, 2001, « Reinfection with *Schistosoma haematobium* following school-based chemotherapy with praziquantel in four highly endemic villages in Côte d'Ivoire ». Tropical Medicine Institute Health, 10, pp. 817-825.
- OMS (a), 2014, « Géohelminthiases ». Aide-mémoire N°366 ; Avril 2014 extrait du site <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs366/en/index.html>.

- OMS (c), 2014, « Schistosomiase (Bilharziose) ». Journée mondiale de la santé. Extrait du site www.emro.who.int/fr/whd2014/.
- OMS (a), 2015, « Géohelminthiases ». Aide-mémoire N°366 Extrait du site <http://www.who.int/about/copyright/fr/>.
- Selma M., 1962, « *Health as an investment* », in Journal of Political Economy 70, n° 5, octobre 1962.
- Soro N. A., 2016, « *La problématique du déficit d'enseignants dans les universités publiques de Côte d'Ivoire* ». Thèse unique de doctorat Sciences Sociales de Développement du Capital Humain à l'ISAD / SHS, Université F.H.B de Cocody, Côte d'Ivoire.
- Stéphanie F. O., 2009, « Les fondements de la théorie du capital humain ». Extrait de G. S. Becker, *Human Capital, A Theoretical and Empirical Analysis*, Columbia University Press for the National Bureau of Economic Research, New York, 1964. ses.ens-lyon.fr/articles/a.
- Yarou B. B. et al, 2017, « Plantes pesticides et protection des cultures maraichères en Afrique de l'Ouest », *Biotechnol. Agron. Soc. Environ.* 2017, pp.288-304. <http://www.momagri.org/FR/chiffres-cles-de-l-agriculture/Avec-pres-de-40%>.
- Yoro B. M. et al, 2016, « Perceptions de la qualité de l'eau et risques de transmission de la schistosomiase chez les populations rurales du Tonkpi (côte d'Ivoire) ». *RevAfrAnthropol*, Nyansa-Pô, N° 20-2016, 12p.